

Appel à Communications Colloque

# Les mondes ruraux en politique(s): quelles spécificités ? Regards croisés

*Novembre 2017 - Paris*

Colloque organisé avec le soutien de l'Ecole Doctorale de Science Politique  
de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

**La date limite de réception des propositions est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 2017**



IMAF  
Institut des mondes africains  
UMR 8171



\*\*\*

Nous souhaiterions, dans ce colloque, remettre sur l'établi quelques objets centraux des sciences sociales du politique (participation politique, militantisme, politiques publiques) à la lumière des mondes ruraux et dans une démarche comparative, afin de progresser dans la compréhension de ces objets tout en interrogeant les spécificités de ces espaces.

À rebours des préjugés sur l'immobilisme et l'arriération des « campagnes »<sup>1</sup> ou les travers réifiants d'une certaine sociologie rurale<sup>2</sup> nous souhaitons ici insister sur l'hétérogénéité de ces territoires et les recompositions qui y sont à l'œuvre. Ces derniers se déclinent en effet au pluriel tant le « rural » renvoie à des réalités multiples soumises à de nombreuses mutations (*Politix*, 2008). Dans nombre de pays dit « du Sud », les plans d'ajustement structurel avaient déjà provoqué de nouvelles articulations aux espaces urbains, un renouveau du recours à l'agriculture dans les stratégies de petite accumulation et la privatisation de grandes sociétés publiques de développement (Courade, 1994 ; Janin, 1996). Les dix dernières années ont aussi été marquées par un nouvel attrait pour la terre et l'agriculture de grande échelle. En France, la dépopulation a progressivement laissé place à une stabilisation puis à des reprises démographiques à partir des années 1990 qui tendent à s'amplifier malgré un ralentissement consécutif à la crise économique de 2008 (Pistre, 2016). La structure économique des zones rurales et périurbaines offre peu d'emplois et on assiste à une prolétarianisation des résidents, qu'accompagne le déclin numérique des agriculteurs. Les processus de gentrification urbaine et de ségrégation spatiale tendent en effet à « pousser » les classes populaires en dehors des agglomérations. Dans le même temps, nous assistons à l'arrivée, dans certains espaces, de classes sociales supérieures en résidence secondaire, en retraite ou à la faveur du télétravail. Partout, l'arrivée de nouvelles populations peut conduire à une mise en concurrence de l'usage de certains espaces dont les problèmes fonciers posés aujourd'hui dans nombre de pays africains sont une expression radicale (Chauveau et Richards, 2008). D'un point de vue législatif, de nombreuses réformes ont profondément modifié l'exercice du pouvoir local<sup>3</sup>, le secteur agricole, l'accès aux services publics, etc. Les incidences de ces processus ne sont que partiellement connues et posent de nombreuses questions aux sciences sociales.

Sur le plan politique, les mondes ruraux ont souvent été caractérisés par le fort degré d'interconnaissance (et des relations interpersonnelles que cela implique) au sein de ces milieux (Antoine et Mischi, 2008). Cependant, les recompositions à l'œuvre, notamment la mobilité résidentielle élevée et la valorisation croissante des compétences techniques<sup>4</sup> posent la question de leurs incidences sur les formes de politisation et d'encadrement. En mobilisant les outils et concepts de la science politique (études électorales, sociologie du militantisme et sociologie de l'action publique), il s'agit de s'appuyer sur des cas empiriques afin de caractériser dans un second temps, et non a priori, les spécificités de ces mondes ruraux. Les travaux articulant les différentes échelles d'analyse (micro, méso et macro) seront ici privilégiés.

---

<sup>1</sup> Notamment le regard développementaliste (Bayart, 2008, Scott, 1994)

<sup>2</sup> Notamment les approches en termes de « communauté villageoise »

<sup>3</sup> Notamment dans le cas français la montée en puissance de l'échelon intercommunal confirmée récemment par la loi NOTRe (Le Saout et Madoré, 2004 ; Marmont, 2007 ; Desage et Guéranger, 2011 ; Le Saout et Vignon, 2015)

<sup>4</sup> Nous pensons par exemple à la rationalisation technique de l'activité de sapeurs pompiers (Retière, 1994) ou de l'activité des élus intercommunaux (Marmont, 2007)

## **Axe 1 : Analyse des votes et de la (non) participation électorale dans les mondes ruraux**

En Occident, les récents scrutins nationaux ont été l'occasion de voir réactivée « l'idée d'une tentation extrémiste et anti-européenne des ruraux » nourrie par un supposé « rejet de la modernisation sociale et économique ». Force est de constater que ces images simplistes et stigmatisantes dénoncées, entre autres, par Julian Mischi et Nicolas Renahy (2008), n'ont pas cessées depuis. Les commentaires à propos du « FN des champs », du vote pro-Brexit en Angleterre ou Donald Trump aux États-Unis, prolongent et amplifient ces lieux communs. Cela rejoint les débats sur le clientélisme (Briquet, 2006) et sur la mise en avant de l'urbanité<sup>5</sup> comme marqueur normatif de la démocratie ou, en ce qui concerne les mondes ruraux africains, sur la « capture de la paysannerie » (Geschiere, 1984 ; Leveau, 1985). Dans la lignée de travaux récents en sociologie électorale et en géographie électorale, il s'agira d'être attentif à l'importance des contextes locaux dans la détermination des comportements politiques. Les travaux de Jean Rivière (2008) ou de Violaine Girard (2013) sur la politisation des pavillonnaires et ceux d'Emmanuel Pierru et de Sébastien Vignon sur le vote frontiste en milieu rural (2008) démontrent en effet la portée heuristique des approches « microscopiques » (Sawicki, 1999). Dans cette perspective, les pratiques électorales sont appréhendées à l'aune des trajectoires résidentielles et professionnelles des habitants de ces espaces. Ces analyses localisées permettent d'éviter d'attribuer hâtivement des comportements électoraux homogènes à des catégories construites sur des critères géographiques et/ou socioprofessionnels<sup>6</sup>.

## **Axe 2 : Le militantisme et l'action collective dans les mondes ruraux**

Très peu présents dans les débats électoraux nationaux, les « mondes ruraux » n'échappent pas pour autant aux stratégies de mobilisation et d'encadrement des organisations partisans. Quels répertoires d'action sont ainsi mis en œuvre ? Sur quels « réseaux » s'appuient ceux qui cherchent à mobiliser ? Comment s'organise le travail militant ? Finalement, existe-t-il une spécificité de la mobilisation électorale en milieu rural ? À la lumière de travaux antérieurs sur l'ancrage local des partis politiques (Sawicki, 1997 ; Mischi, 2002), mais aussi, nous l'espérons, de travaux sur des terrains étrangers, nous tenterons d'établir un début d'état des lieux actualisé. À titre d'exemple pour le cas français, les incidences des récentes réformes territoriales (et électorales) sont encore mal connues. Si les conséquences de la montée en puissance de l'échelon intercommunal sur le pouvoir local commencent à être bien documentées (Marmont, 2007 ; Le Saout et Vignon, 2015), celles de ses incidences sur les façons de faire campagne restent à questionner. Sans présumer d'une frontière rigide entre les répertoires d'action partisans et non partisans<sup>7</sup>, ce colloque vise aussi à appréhender les mobilisations non partisans, dans la lignée de travaux sur les formes d'engagement professionnel des agriculteurs (Bruneau, 2006 ; Hobeika, 2016) ou des petits patrons (Giraud, 2012). Enfin, l'attention sera aussi portée sur des formes d'action collective moins formalisées comme la construction de l'autochtonie, le recours à l'« élite » ou aux ressources de l'internationale, notamment pour faire face à la spoliation des terres ou des fruits du travail dans certains contextes africains.

---

<sup>5</sup> Notamment la controverse entre Ripoll et Rivière (2007) et Lévy (2007)

<sup>6</sup> Voir notamment sur « les » votes des agriculteurs : Gombin et Mayance, 2010

<sup>7</sup> En effet, certains conflits d'usage peuvent conduire à la politisation (dans un sens légitimiste) de certains groupes sociaux, par exemple (Mischi, 2008)

### **Axe 3 : Politiques publiques et administration des territoires ruraux**

Comme ailleurs, des politiques publiques sont mises en œuvre sur ces territoires ruraux. Certaines sont spécifiques à ceux-ci et participent à construire cette ruralité en tant que catégorie d'action publique. D'autres, présentes au niveau national ou international, sont déclinées selon certaines modalités. Cette présence des pouvoirs publics participe à construire un certain rapport à l'Etat et une série d'attentes au sujet de son action de la part des populations concernées (Bennafla et Emperador Badimon, 2010). Les politiques foncières (Chabert, 2016) ou l'administration particulières de certaines zones (gestion par l'ONF ou par parcs naturels par exemple) participent à délimiter ces zones rurales, modifient les rapports de forces entre groupes sociaux et peuvent nourrir des conflits d'usages (Chamboredon, 1982 ; Benidir 2010). Dans les pays où l'agriculture de rente et de grande échelle joue un rôle central, la question des modes d'encadrement de la main d'œuvre paysanne et salariée, dont les évolutions récentes restent à documenter (Barral, Daviron et Gibbon, 2014), a une grande importance politique, au même titre que celle des formes de redéploiement de l'autorité de l'Etat. Par ailleurs, les débats autour du maintien des services publics peuvent prendre des formes particulières dans les mondes ruraux. On peut penser aux politiques sociales en général (lutte contre le chômage, aide à la personne), à l'accès aux soins (déserts médicaux) mais aussi à l'enseignement (Barrault, 2016), au maintien de l'ordre et aux services d'urgence.

\*\*\*

#### **Modalités de soumission – Calendrier**

Le projet collectif qui sous-tend cet appel entend confronter les approches et les terrains d'enquête. Résumé dans ce sous-titre de « *Regards Croisés* », ce colloque est ouvert à toutes les disciplines de sciences sociales et attend vos propositions sur des terrains français et étrangers.

#### **La date limite de réception des propositions est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 2017**

Envoi des propositions (une à deux pages maximum, accompagnées d'une courte biographie et de 3 à 5 mots-clefs) par mail à [colloque\\_cessp\\_mondsruraux@outlook.fr](mailto:colloque_cessp_mondsruraux@outlook.fr)

Le colloque se tiendra à Paris, mi-novembre (*dates et lieux à venir*)

#### **Organisateurs :**

- Mario Bilella - *Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP UMR 8209, CNRS*
- Guillaume Letourneur - *Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP UMR 8209, CNRS*
- Pierre Mayance - *Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP UMR 8209, CNRS*
- Valentine Schehl - *Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne, CESSP UMR 8209, CNRS*
- Guillaume Vadot - *Univ. Paris I Panthéon-Sorbonne, IMAF UMR 8171, CNRS – 243 IRD*

Avec le soutien de l'École Doctorale de science politique de l'Université Paris 1-Panthéon-Sorbonne.

## Bibliographie indicative

- ANTOINE (A.), MISCHI (J.), (dir.), 2008, *Sociabilité et politique en milieu rural*., Rennes, Presses universitaires de Rennes, coll.« Histoire »
- BARONE (S.), TROUPEL (A.), (dir.), 2011, *Battre la campagne: élections et pouvoir municipal en milieu rural*, Paris, L'Harmattan, coll.« Logiques politiques »
- BARRAL (S.), DAVIRON (B.), GIBBON (P.), 2014, « Lineages of Paternalism : an Introduction », *Journal of Agrarian Change*, Vol. 14 No. 2, p. 165–189
- BARRAULT (L.), 2016, « Produire un retrait de l'État acceptable. Les politiques de fermetures scolaires dans les mondes ruraux contemporains », *Gouvernement et action publique*, n°3, p. 33-58
- BAYART (J.-F.), 2008, « Culture et développement: les luttes sociales font-elles la différence ? », *Afrique Contemporaine*, n° 226, p. 85-110
- BENIDIR (M.), 2010, « Leaders associatifs et élus locaux au Maroc : épreuves de face-à-face et controverses dans les arènes du développement », *Politique africaine*, n° 120, p. 87-104
- BENNAFLA (K.), EMPERADOR BADIMON (M.), 2010, « Le "Maroc inutile" redécouvert par l'action publique : les cas de Sidi Ifni et Bouarfa », *Politique africaine*, n° 120, p. 67-86
- BERRY (S.), 1993, *No Condition Is Permanent: The Social Dynamics of Agrarian Change in Sub-Saharan Africa*, University of Wisconsin Press
- BRIQUET (J.-L.), 2006, « Les formulations savantes d'une catégorie politique. Le clientélisme et l'interprétation sociohistorique du "cas italien" », *Genèses*, n° 62, p. 49-68
- BRUNEAU (I.), 2006, *La confédération paysanne : s'engager à « juste distance »*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Paris-X
- CHABERT (J.-B.), 2016, *Construire la politique foncière en Provence-Alpes-Côte d'Azur (1974-2014). Analyse des interactions au sein d'une action publique.*, thèse pour le doctorat de science politique, Université Aix-Marseille
- CHAMBOREDON (J.-C.), 1982, « La diffusion de la chasse et la transformation des usages sociaux de l'espace rural », *Études rurales*, n° 87-88, p. 233-260
- CHAUVEAU (J.-P.), OLIVIER de SARDAN (J.-P) (dir.), 2000, *Courtiers en développement. Les villages africains en quête de projets*, Paris, APAD-Karthala
- CHAUVEAU (J.-P.), RICHARDS (P.), 2008 « Les racines agraires des insurrections Ouest-africaines. Une comparaison Côte d'Ivoire-Sierra Léone », *Politique Africaine*, n° 111, p. 131-167
- COURADE (G.) (Dir.), 1994, *Le village camerounais à l'heure de l'ajustement*, Paris, Karthala
- CRUMMEY (D.) (dir.), 1986, *Banditry, Rebellion and Social Protest in Africa*, Londres/Portsmouth, J. Currey /Heinemann
- DE HEREDIA (B.), PALMEIRA (M.), 2013, « Le vote comme engagement », *Genèses*, n° 93, p. 127-143
- DESAGE (F.), GUERANGER (D.), 2011, *La politique confisquée. Sociologie des réformes et des institutions intercommunales*, Vulaines-sur-Seine, Éditions du Croquant
- FERGUSON (J.), 1994, *The Anti-Politics Machine. Development, Depoliticization and Bureaucratic Power in Lesotho*, University of Minnesota Press

- GANNA (A.), ABDELHAKIM (T.) (éd.), 2013, « Agricultures du Maghreb/Machrek à l'épreuve de la crise alimentaire et des révolutions arabes », dossier thématique de la revue *Maghreb-Machrek*, n° 215, p. 11-140
- GESCHIERE (P.), 1984, « La paysannerie africaine est-elle captive? Sur la thèse de Goran Hyden et pour une réponse plus nuancée », *Politique africaine*, n° 14, p. 13-33
- GIRAUD (B.), 2012, « Les conditions de formation et d'appropriation d'un club d'entreprise de PME en territoire rural », *Travail et Emploi*, n° 130, p. 21-38
- GIRARD (V.), 2013, « Sur la politisation des classes populaires périurbaines. Trajectoires de promotion, recompositions des appartenances sociales et distance(s) vis-à-vis de la gauche », *Politix*, n° 101, p. 183-215
- GOMBIN (J.), MAYANCE (P.), 2010, « Tous conservateurs ? Analyse écologique du vote de la population agricole lors de l'élection présidentielle de 2007 » in HERVIEU (B.), MAYER (N.), MULLER (P.), PURSEIGLE (F.) et REMY (J.) (dir.), *Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole*, Paris, Presses de Sciences Po
- HOBEIKA (A.), 2016, *Les représentations de la FNSEA: profession, Etat, marchés (Orne, années 1980-2015)*, thèse pour le doctorat de science politique, École des hautes études en sciences sociales
- ILAHIANE (H.), 2004, « Chapitre 7. Les rituels de (véritable) rébellion des Haratine. Élections et ethnicités dans l'oasis du Ziz. », in BENNANI-CHRAÏBI (M.), CATUSSE (M.), SANTUCCI (J.-C.), *Scènes et coulisses de l'élection au Maroc. Les législatives 2002*, Paris/Aix, Iremam-Karthala
- ISAACMAN (A.), 1990, « Peasants and rural social protest in Africa », *African Studies Review*, n° 33 (2), p. 1-120
- JANIN (P.), 1996, « Un planteur sans État peut-il encore être un planteur? », *Politique Africaine*, n° 62, p. 45-56
- LAFERTE (G.), 2014, « Des études rurales à l'analyse des espaces sociaux localisés », *Sociologie*, Vol 5 n°4, p. 423-439
- LE SAOUT (R.), MADORE (F.) (dir.), 2004, *Les effets de l'intercommunalité*, Rennes, PUR
- LE SAOUT (R.), VIGNON (S.) (dir.), 2015, *Une invitée discrète. L'intercommunalité dans les élections municipales de 2014*, Paris, Berger-Levrault
- LEVY (J.), 2007, « Regarder, voir. Un discours informé par la cartographie », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°102, p. 131-140
- MARMONT (T.), 2007, *En quête de compétences : le personnel politique local et l'intercommunalité en milieu rural (haute Côte-d'Or)*, thèse pour le doctorat en sociologie, Université de Bourgogne
- MISCHI (J.), 2002, *Structuration et désagrégation du communisme français : 1920-2002 : usages sociaux du parti et travail partisan en milieu populaire*, thèse pour le doctorat en science politique, École des hautes études en sciences sociales
- MISCHI (J.), 2008, « Les militants ouvriers de la chasse. Éléments sur le rapport à la politique des classes populaires », *Politix*, n° 83, p. 105-131
- MISCHI (J.), RENAHY (N.), 2008, « Pour une sociologie politique des mondes ruraux », *Politix*, n° 83, p. 9-21

- PIERRU (E.), VIGNON (S.), 2008, « L'inconnue de l'équation FN : ruralité et vote d'extrême droite. Quelques éléments à propos de la Somme », in ANTOINE (A.), MISCHI (J.) (dir.), *Sociabilités et politique en milieu rural*, Rennes, Presses universitaires de Rennes
- PISTRE (P.), 2016, « Recensements de la population pour l'étude des reprises démographiques et des migrations résidentielles dans l'espace peu dense (1975-2011) », *Économie et statistique*, n°483/485, p. 151-178
- Politix*, 2008, « Mondes ruraux », n° 83
- RETIERE (J.-N.), 1994, « Être sapeur-pompier volontaire : du dévouement à la compétence ». *Genèses*, n° 16, p. 94-113
- Revue d'Etudes en Agriculture et Environnement*, 2011, « Le monde rural en politique. Le cas des protestations paysannes en Bolivie », vol. 92, n° 4
- RIPOLL (F.), RIVIERE (J.), 2007, « La ville dense comme seul espace légitime ? Analyse critique d'un discours dominant sur le vote et l'urbain », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°102, p. 120-130
- RIVIERE (J.), 2008, « Le vote pavillonnaire existe-t-il ? Comportements électoraux et positions sociales locales dans une commune rurale en cours de périurbanisation », *Politix*, n° 83, p. 23-48
- SAWICKI (F.), 1997, *Les réseaux du Parti socialiste : sociologie d'un milieu partisan*, Paris, Belin
- SAWICKI (F.), 1999, « Les politistes et le microscope » in BACHIR (dir.), *Les méthodes au concret*, Paris, Presses Universitaires de France-CURAPP
- SCOTT (J. C.), 1998, *Seeing like a State, How Certain Schemes to Improve Human Condition Have Failed*, New Haven, Yale University Press
- SENCEBE (Y.), LEPICIER (D.), 2007, « Migrations résidentielles de l'urbain vers le rural en France : différenciation sociale des profils et ségrégation spatiale », *EspaceTemps.net*
- VADOT (G.), 2014, « Un travail de pros. Réforme de la Sodecoton et redéploiement des formes de mobilisation du travail paysan en zone cotonnière dans l'Extrême-Nord au Cameroun », *Politique africaine*, n° 133, p. 45-67